

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1959-1960.

SÉANCE DU 22 MARS 1960.

Projet de loi portant modification de la loi du 9 juillet 1926 organique des Conseils de prud'hommes.

AMENDEMENTS PROPOSÉS
PAR MM. TROCLET ET J. CLAYS.

ART. 5.

Remplacer cet article par le texte suivant :

« Les personnes visées à l'article 3, n° 11 et à l'article 4, n° 12 ne sont pas justiciables des juridictions prud'homales lorsqu'il s'agit de parents jusqu'au 3^e degré inclus et qu'elles font ménage commun avec le chef de famille. »

Justification.

Le texte proposé par la Commission est équivoque (« en service ») et imprécis (« qui habitent » et « proches parents »). Il y a lieu de le préciser pour éviter toute contestation.

ART. 10.

a) Déplacer le 3^e alinéa pour en faire le 5^e alinéa.

Justification.

Les deux premiers et les deux derniers alinéas se rapportent au fonctionnement intérieur de chaque chambre, tandis que le 3^e alinéa vise les Chambres réunies.

Il est donc préférable de grouper les 1^{er}, 2^e, 4^e et 5^e alinéas, puis de reporter en fin de l'article le 3^e alinéa relatif aux chambres réunies.

Au surplus la place du 4^{me} alinéa dans le projet pourrait créer une équivoque.

R. A 5798.

Voir :

Documents du Sénat :

77 (Session de 1959-1960) : Projet transmis par la Chambre des Représentants;

214 (Session de 1959-1960) : Rapport;

230 (Session de 1959-1960) : Amendement.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1959-1960.

VERGADERING VAN 22 MAART 1960.

Ontwerp van wet houdende wijziging van de wet van 9 juli 1926 op de Werkrechtersraden.

AMENDEMENTEN
VAN DE HH. TROCLET EN J. CLAYS.

ART. 5.

De tekst van dit artikel te vervangen als volgt :

« De personen bedoeld in artikel 3, n° 11, en in artikel 4, n° 12, vallen niet onder de rechtspraak van de Werkrechtersraden wanneer het gaat om bloedverwanten tot en met de 3^e graad die tot het huishouden van het gezinshoofd behoren ».

Verantwoording.

De tekst van de Commissie is dubbelzinnig (« in dienst ») en onnauwkeurig (« inwonende » en « naastbestaanden »).

Om elke betwisting te vermijden is het nodig de tekst scherper te stellen.

ART. 10.

a) Van het 3^e lid het 5^e lid te maken.

Verantwoording.

De twee eerste en de twee laatste leden betreffen de interne werking van elke kamer, terwijl het 3^e lid betrekking heeft op de Verenigde Kamers.

Het is dus verkieslijk het 1^{ste}, 2^e, 4^e en 5^e lid samen te brengen en vervolgens het 3^e lid, betreffende de Verenigde Kamers, naar het einde van het artikel te verschuiven.

Bovendien kan de plaats van het 4^e lid in het ontwerp aanleiding zijn tot verwarring.

R. A 5798.

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

77 (Zitting 1959-1960) : Ontwerp overgezonden door de Kamer van Volksvertegenwoordigers;

214 (Zitting 1959-1960) : Verslag;

230 (Zitting 1959-1960) : Amendement.

b) Rédiger comme suit le 4^e alinéa :

« Les assesseurs juridiques effectifs ou suppléants prennent part aux délibérations de la Chambre avec laquelle ils ont siégé. Ils y ont voix consultative et éventuellement départagent les votes. »

Justification.

Venant après l'alinéa 3 actuel, le texte est équivoque, mais même placé en alinéa 3, comme proposé ci-dessus, la rédaction suggérée est plus précise.

ART. 17bis.

Insérer un article 17bis conçu comme suit :

« Il est inséré dans la même loi un article 61bis, libellé comme suit :

« Article 61bis. — A la procédure de conciliation comme phase préalable et obligatoire telle qu'elle est organisée par les articles 50 à 55, le demandeur peut préférer la procédure sommaire ci-après déterminée.

» Le demandeur charge le greffier de convoquer la partie adverse sans frais par pli recommandé, devant la chambre contentieuse, avec les mentions requises pour la citation par l'article 58.

» Il sera fait application du 4^e alinéa de l'article 52 ainsi que de la première phrase de l'alinéa 5 de l'article 59.

» La remise du pli à la poste vaut notification à la partie signifiée, après délai de huitaine. franche.

» En cas de renvoi de la cause à une audience ultérieure, les parties qui n'étaient pas présentes, devront pour chaque nouvelle fixation, être averties par le greffier des jour et heure auxquels l'affaire sera appelée. Cet avertissement sera donné par lettre recommandée à la poste, envoyée en franchise de port, cinq jours au moins avant la date de la comparution.

» Lorsqu'il est fait usage de la présente procédure postale, la Chambre contentieuse doit, préalablement, tenter de concilier les parties. La chambre saisie remplit toutes les missions confiées au bureau de conciliation dans la procédure ordinaire. »

ART. 23bis.

Insérer un article 23bis libellé comme suit :

« Il est inséré dans la même loi un article 85bis, conçu comme suit :

« Article 85 bis. — Lorsque l'une des parties interjette appel, elle peut recourir à la procédure sommaire par voie postale de préférence à la procédure ordinaire.

b) Het 4^e lid te doen luiden als volgt :

« De effectieve of plaatsvervangende rechtskundige bijzitters nemen deel aan de beraadslagingen van de Kamer waarin zij hebben gezeteld. Zij hebben adviserende stem en bij staking van stemmen is hun stem beslissend. »

Verantwoording.

Wanneer hij op het huidige 3^e lid volgt, is de tekst dubbelzinnig, maar zelfs wanneer hij, volgens ons amendement, als 3^e lid komt, is de hier voorgestelde redactie nauwkeuriger.

ART. 17bis.

Een artikel 17bis in te voegen, luidende :

« In dezelfde wet wordt een artikel 61bis ingevoegd, luidende :

« Artikel 61bis. — In plaats van de verzoeningsprocedure als voorafgaande verplichte fase, zoals deze bij de artikelen 50 tot 55 is geregeld, kan de eiser de hierna bepaalde summier procedure kiezen.

» De eiser gelast de griffier de tegenpartij, zonder kosten, bij ter post aangetekende brief met de krachtens artikel 58 voor de dagvaardiging vereiste vermeldingen, op te roepen voor de geschillenkamer.

» Het 4^e lid van artikel 52 en de eerste volzin van het 5^e lid van artikel 59 zijn van toepassing.

» De afgifte van de brief ter post geldt na acht vrije dagen als kennisgeving aan de betekende partij.

» In geval van verwijzing van de zaak naar een latere terechtzitting, moeten de partijen die niet aanwezig waren, voor ieder nieuwe dagvaardiging, door de griffier verwittigd worden van dag en uur waarop de zaak wordt opgeroepen. Deze verwittiging geschiedt bij ter post aangetekende brief, portvrij verzonden, ten minste vijf dagen vóór de dag van de verschijning.

« Wordt van de postprocedure gebruik gemaakt, dan moet de geschillenkamer vooraf pogen partijen te verzoenen. De kamer waarbij de zaak aanhangig is, vervult alle opdrachten waarmede het verzoeningsbureau in de gewone procedure belast is. »

ART. 23bis.

Een artikel 23bis in te voegen, luidende :

« In dezelfde wet wordt een artikel 85bis ingevoegd, luidende :

« Artikel 85bis. — Wanneer een van partijen hoger beroep instelt, kan zij de summier postprocedure verkiezen boven de gewone procedure.

» Dans ce cas, la citation d'huissier prévue au 5^e alinéa de l'article 85 est remplacée par une convocation par pli recommandé, adressée par le greffier du Conseil d'appel, pli valant notification à la partie signifiée et portant ajournement à jour et heure déterminés, augmenté s'il y a lieu à raison des distances.

» Il sera fait application du 5^e alinéa de l'article. »

Justification.

On a souvent répété — et le rapport présenté au Sénat au nom de la Commission en porte nouveau témoignage — que la volonté des législateurs successifs a toujours été de chercher à établir en matière prud'homale une procédure a) rapide et sommaire b) peu coûteuse.

Différentes circonstances relatives aux conflits prud'homaux n'ont pas encore permis d'atteindre une solution satisfaisante. Parmi celles-ci on doit mentionner l'exigence de l'article 55 qui instaure une phase préalable et obligatoire de conciliation, après laquelle seulement citation peut être lancée, ce qui provoque un minimum d'un mois de retard mais la plupart du temps deux et trois mois.

Il n'est certes pas question de combattre les tentatives de conciliation. Cependant, l'annexe au rapport précise qu'en 1959 sur 13.560 affaires, 5.001 ont été conciliées dans le secteur ouvriers et sur 4.242 affaires, 639 ont été conciliées dans le secteur employés; soit sur 17.802 affaires, 5.640 conciliées au total.

Il semble dès lors opportun de permettre l'intégration de la phase conciliatrice dans la phase contentieuse mais en prenant trois précautions pour encourager la conciliation des parties :

a) charger les conseillers siégeant au contentieux de tenter la conciliation, avant le débat judiciaire comme ils l'auraient fait au bureau de conciliation;

b) ne pas supprimer le système actuel pour ne pas bouleverser la loi, mais offrir au demandeur le choix entre deux voies : l'actuelle et la nouvelle;

c) il va de soi que si le demandeur opte pour la voie sommaire (a) ci-dessus, il ne faudrait pas que celle-ci, en cas de conciliation, coûtât plus que l'ancienne. Or si la Chambre contentieuse se voyait chargée de la conciliation, cette Chambre ne serait, dans l'état actuel des choses, saisie que par citation d'huissier, de telle sorte que la tentative de conciliation serait coûteuse.

Pour remédier à cet inconvénient, il est très aisé de substituer à la convocation par citation d'huissier, la convocation par voie postale, pli recommandé en franchise de port.

Ceci est d'autant plus justifié que la convocation en conciliation se fait déjà par voie postale (art. 52), de même la communication qu'appel est interjeté (art. 85).

La procédure postale est, on le sait, prévue non seulement par le Code civil, mais de très nombreuses législations y ont eu recours, par exemple en matière de baux à loyer, de baux commerciaux, de procédure fiscale, voire pénale et surtout sociale.

Cette procédure postale, outre qu'elle permet, comme il vient d'être dit, d'accélérer l'action, permet en outre de la rendre beaucoup moins coûteuse.

A l'heure présente, le coût moyen d'une citation en première instance est de 250 francs environ et de 375 francs en appel, en matière prud'homale.

L'expérience de la procédure postale est suffisamment longue pour qu'on puisse y recourir sans crainte, d'autant plus que l'amendement la rend facultative.

Cela permettra d'ailleurs d'acquérir une expérience qui éclairera ultérieurement le Gouvernement et le Parlement puisque les deux voies seront ouvertes simultanément.

» In dat geval wordt de in het 5^e lid van artikel 85 bedoelde oproeping bij deurwaardersexploot vervangen door een oproeping door de griffier van de Werkrechtersraad van beroep verzonden bij aangetekende brief, die geldt als kennisgeving aan de betekende partij en melding maakt van de verdaging met bepaalde dag en uur, zo nodig vermeerderd wegens de afstand.

« Lid 5 van het artikel zal worden toegepast. »

Verantwoording.

Dikwijls werd herhaald — en het verslag door de Commissie aan de Senaat voorgedragen is er een nieuw bewijs van — dat de opeenvolgende wetgevers steeds hebben getracht voor de werkrechtersraden een a) snelle en summiere en b) weinig kostbare rechtspleging in te voeren.

Verschillende omstandigheden in verband met de geschillen voor de werkrechtersraden hebben het nog niet mogelijk gemaakt tot een bevredigende oplossing te komen. Zo is er o.m. de eis van artikel 55, op grond waarvan de dagvaarding niet mag worden verzonden dan na een verplichte voorafgaande verzoeningsfase, hetgeen op een vertraging van een maand, en meestal van twee of drie maanden uitloopt.

Er is weliswaar geen sprake van, de verzoeningspogingen tegen te werken. In de bijlage bij het verslag leest men evenwel dat, in 1959, op 13.560 zaken die in de arbeiderskamers werden behandeld, 5.001 met verzoening werden afgesloten en in de bedienkamers 639 op 4.242 zaken. Dit maakt dus op 17.802 zaken in totaal 5.640 verzoeningen.

Het lijkt bijgevolg wenselijk de opnemings van de verzoeningsfase in de berechtingsfase mogelijk te maken, maar dan met inachtneming van drie voorzorgsmaatregelen teneinde de verzoening van partijen in de hand te werken :

a) de werkrechters die in de geschillenkamer zitting hebben, de opdracht geven om verzoening te verwezenlijken vóór het gerechtelijk debat, zoals zij het zouden gedaan hebben in het verzoeningsbureau;

b) de huidige regeling niet opheffen om de wet niet in de war te sturen, maar aan de eiser de keuze laten tussen twee wegen : de bestaande en de nieuwe;

c) het spreekt vanzelf dat, indien de eiser de summiere procedure (a) hierboven) verkiest, deze laatste in geval van verzoening niet kostbaarder mag zijn dan vroeger. Indien nu de Geschillenkamer belast wordt met de verzoening, zou de zaak in de huidige omstandigheden slechts aanhangig kunnen worden gemaakt bij deurwaardersexploot, zodat de verzoeningspoging kostbaar zou uitvallen.

Om dit bezwaar op te vangen kan de oproeping bij deurwaardersexploot heel gemakkelijk worden vervangen door een oproeping bij ter post aangetekende brief, portvrij verzonden.

Dit is des te meer verantwoord daar de oproeping in verzoening reeds per brief geschiedt (art. 52) evenals de mededeling dat hoger beroep is ingesteld (art. 85).

De postprocedure komt, zoals bekend, niet alleen voor in het Burgerlijk Wetboek, maar ook in talrijke andere wetten, zoals bijvoorbeeld inzake huurovereenkomsten, handelshuurovereenkomsten, fiscale procedure en zelfs in strafrechtelijke, maar vooral in sociale zaken.

Door deze procedure is het, zoals hiervoren is gezegd, niet alleen mogelijk de behandeling te bespoedigen maar tevens de kosten sterk te verminderen.

Op dit ogenblik kost een dagvaarding in werkrechterszaken gemiddeld ongeveer 250 frank in eerste instantie en ongeveer 375 frank in hoger beroep.

Men heeft voldoende ervaring met de postprocedure om ze zonder vrees te kunnen aanwenden, des te meer daar het amendement ze niet verplicht maakt.

Daardoor zal men ook een ervaring opdoen die de Regering en het Parlement zich later ten nutte zullen kunnen maken, aangezien beide wegen gelijktijdig zullen openstaan.

Ces textes proposés sont *mutatis mutandis* ceux de l'article 8 de la loi du 5 août 1933 sur la revision temporaire et la résiliation des baux commerciaux.

ART. 27bis.

Insérer un article 27bis libellé comme suit :

« L'article 118 de la même loi est complété par un alinéa ainsi conçu :

» Ces collègues se réunissent dans le mois qui suit l'installation du dernier Conseil de première instance, fonctionnant dans le ressort du Conseil d'appel. »

ART. 32.

a) A la fin du premier alinéa supprimer les mots « et d'appel ».

b) Ajouter un dernier alinéa ainsi conçu :

« Pour les Conseils de Prud'hommes d'appel, créés en vertu des articles 35 et 41, il est fait application de l'article 118 ».

Justification.

On comprend qu'il soit dérogé à la règle de l'élection pour les nouveaux Conseils de première instance créés, car l'élaboration des listes électorales exigerait un travail trop lourd et trop lent.

Mais il n'y a aucune raison pour renoncer à la procédure normale en ce qui concerne les conseillers prud'hommes d'appel, telle qu'elle est énoncée par l'article 118.

LÉON-ELI TROCLET;
J. CLAYS.

De voorgestelde teksten zijn *mutatis mutandis* die van artikel 8 van de wet van 5 augustus 1933 over de tijdelijke herziening en de verbreking van de handelshuurovereenkomsten.

ART. 27bis.

Een artikel 27bis in te voegen, luidende :

« Artikel 118 van dezelfde wet wordt aangevuld met een lid, luidende :

« Deze colleges komen bijeen in de maand volgende op de installatie van de laatste Raad van eerste aanleg in het rechtsgebied van de Raad van beroep ».

ART. 32.

a) In fine van het eerste lid, de woorden « en van beroep » te doen vervallen.

b) Een laatste lid toe te voegen, luidende :

« Voor de Werkrechtersraden van beroep, ingesteld krachtens de artikelen 35 en 41, wordt artikel 118 toegepast ».

Verantwoording.

Het is begrijpelijk dat voor de verkiezing van de nieuwe Raden van eerste aanleg wordt afgeweken van de gewone regel, omdat met het opmaken van de kiezerslijsten te veel werk en tijd zou gemoeid zijn.

Maar er is geen enkele reden om af te zien van de normale procedure van artikel 118 voor de leden van de Werkrechtersraden van beroep.